

FACULDADE DE LETRAS DA UNIVERSIDADE DE COIMBRA
INSTITUTO DE ESTUDOS HISTÓRICOS DR. ANTÓNIO DE VASCONCELOS

Revista Portuguesa de História

TOMO V

HOMENAGEM A GAMA BARROS

Volume II



COIMBRA / 1951

De l'armée royale a l'armée de la Révolution (1789-1799)

«Les soldats marchent à l'ennemi comme les capucins vont à matines. Ce n'est ni l'intérêt de la guerre, ni l'amour de la gloire ou de la patrie qui animent aujourd'hui nos armées, c'est le tambour qui les mène et les ramène, comme la cloche fait lever et coucher les moines. On se fait encore religieux par dévotion et soldat par libertinage, mais, par la suite, on ne pratique guère ses devoirs que par nécessité ou par habitude».

Lorsqu'il portait ce jugement sans indulgence, Vauvenargues le faisait en connaissance de cause: il avait été officier, et officier de troupe, et qui fit la guerre. A observer le milieu militaire, il avait apporté cette acuité qui valut à ses *Réflexions* (1747) leur place éminente dans les lettres françaises. Si dur qu'il soit, son témoignage sur la mentalité du simple soldat au xviii^e siècle ne saurait manquer d'être retenu.

Mais si on l'admet, un abîme semble s'ouvrir entre les troupes royales et cette armée de la Révolution, formée, elle, de volontaires que dressa l'amour de la patrie, ou de conscrits qu'une loi nationale leva pour sa défense. En réalité, la valeur guerrière de l'ancienne armée valait celle des troupes républicaines; Vauvenargues lui-même exalta l'abnégation muette du soldat qu'il commanda, du fantassin «qui passe les nuits de l'hiver au bord d'un fleuve et veille en silence sous les armes pour la sûreté de sa patrie». Sur d'autres plans aussi — le propos de cette étude est de le marquer —, il n'existe pas davantage entre l'armée du roi et celle de la République la faille que laisserait croire le texte cité. Les habits bleus de 1792 sont sur bien des points les continuateurs directs des habits blancs de 1788, et même en ces années de brisures, l'histoire montre encore ici continuité et filiation.

La liaison première, qui fut essentielle dans les débuts de la Révolution et se prolongea ensuite longuement, est que dans la nouvelle armée l'élément humain participe des deux origines à la fois. Les soldats de Louis XVI restèrent très généralement au service sous le nouveau drapeau. Des officiers, il émigra un certain nombre, mais qu'on exagère souvent. Dans les armes savantes, la plupart demeurèrent; là, en effet, beaucoup d'esprits étaient du type de Carnot, roturiers issus de la «bourgeoisie à talents» et gagnés aux idées nouvelles; la lenteur que, malgré les pertes, l'avancement conserva dans ces corps montre que les vides à l'origine n'y furent pas considérables. Quant aux officiers nobles, une importante proportion, au début, n'était pas défavorable à la Révolution; puis quand la situation politique devint dangereuse pour les *ci-devant*, beaucoup jugèrent, non sans raison, qu'à l'armée ils se trouvaient moins mal qu'ailleurs. Parmi les généraux de la Révolution et de l'Empire, on n'en compte pas moins de 8 à 900 de cette origine noble, nombre considérable même si l'on en défalque ceux qui avaient émigré en 1793, puis qui étaient revenus l'orage passé. Au total, dans les premiers mois de la guerre révolutionnaire les effectifs en campagne comportaient 84.000 volontaires récemment engagés, et 90.000 hommes de troupes de ligne, soldats de métier sous le roi.

La proportion de vieilles unités remonta un instant, à la fin de 1792, lorsque les volontaires de 1791 usèrent du droit qu'ils possédaient de se retirer après chaque campagne; mais elle retomba bien vite avec l'afflux des nouvelles levées. Par conséquent, à considérer les chiffres, on pouvait croire alors que bientôt, par la prépondérance des jeunes éléments, la République allait posséder l'armée nouvelle dont on rêvait, celle des soldats-citoyens, différente entièrement en son esprit de celle que peignait Vauvenargues. C'était calculer là sans un essentiel facteur, la durée, la prolongation de la guerre. Les nécessités du combat amenèrent les gouvernements révolutionnaires à maintenir *sine die* sous les drapeaux les grandes levées de 1793, puis les hommes que procura la conscription régulière instaurée en 1798. Sous l'action du temps, les incorporés arrivèrent à s'installer, bon gré, mal gré, dans l'état militaire. L'influence puissante du métier donna aux *bleus* la mentalité des anciens. Des soldats-citoyens dont rêvaient les régénérateurs de 1789, la durée du service fit de quasi-profession-

neis, en bien des points semblables à ceux qui jadis servaient le roi.

L'assimilation fut d'autant plus facile que dans le domaine de la technique et de l'outil, profonds modeleurs de mentalité, aucune différence, aucun hiatus ne vint séparer la jeune armée de l'ancienne. Suivant une loi historique qui resta valable jusqu'en 1914 et jusqu'aux conflits industriels modernes, ce n'est pas dans les périodes d'hostilités, mais dans celles de paix qu'évoluent l'art et le matériel de la guerre : de fait, ils ne se modifièrent que faiblement entre 1792 et 1815. L'armement demeura le même. La manoeuvre, on peut le dire, aussi: le grand règlement de 1791 ne faisait que codifier de longues recherches et de persévérantes études menées dans la vieille armée, et les vétérans s'y sentaient à l'aise. La différence, certes, était que jadis on évoluait sur le terrain de manoeuvres et maintenant sur le champ de bataille, mais c'était suivant les mêmes principes. Là où le conditionnement technique change peu, la mentalité a chance de demeurer la même.

Dans le domaine du symbole et du signe — traducteurs de sensibilités—, de remarquables permanences se notent. Evidemment, tout se transforma dans les emblèmes expressifs et objets figuratifs que sont les drapeaux et les insignes. Mais le cérémonial militaire resta le même, essentiellement celui que l'armée observe dans les circonstances où, à ses propres yeux comme à ceux des populations, elle doit s'affirmer en tant qu'institution. Du moment qu'il s'aligne pour la relève publique de la garde ou pour le défilé d'une grande revue, le soldat de la République, comme l'a fait celui du roi, se comporte avec une gravité, une pompe, un hiératisme qui tiennent de l'acte religieux. Appelons-en non seulement au texte des règlements, non seulement aux souvenirs et mémoires, non seulement aux gravures et croquis, mais aussi à ce témoin et à ce facteur du sentiment qu'est la musique. La vive *Marseillaise* est rarement jouée. On exécute bien plutôt, dans les grandes cérémonies militaires, le solennel *Veillons au salut de l'Empire* (1791), ou le grave *Chant du Départ* (1794) Qu'on écoute — l'occasion s'en présente quelquefois aujourd'hui — les marches de l'armée napoléonienne, qui par le rythme et l'esprit continuent celles de la Révolution : la *Marche du Premier Consul à Mar en go*, puissamment scandée par les tambours, — la *Marche du Premier Consul*, lent et compassée, — la batterie des *Honneurs à l'Empe-*

reur, coupée de pauses imposantes. Sans doute sont-elles déjà un peu plus vives que les airs militaires joués en des circonstances équivalentes sous l'Ancien Régime, et qu'on a pu qualifier de mélancoliques. Mais c'est la même veine : il faut évoquer et dresser des rangs défilant à un pas solennel et compassé, beaux hommes droits et fiers.

Q'on le note bien: cette gravité des liturgies militaires ne correspond plus en rien au caractère de la guerre révolutionnaire. Si quelques officiers jouent les Brutus, si l'on rencontre de ces chefs raides dont, écrit Vigny, la moustache ne se soulève que pour laisser passer un commandement, le soldat, dans les circonstances courantes du service comme dans les moments de détente, se montre souple et déluré. Les opérations ne se conduisent plus avec la géométrie qui les caractérisait au XVIII^e siècle ; elles se mènent à un autre rythme, «guerre des jambes» rapide, troupe agile et manoeuvrière. N'importe: la mentalité de cérémonie est la même qu'autrefois. L'idée de *l'allure*, de l'attitude martiale et décorative, s'impose, comme jadis, aux troupes en rôle de représentation, en action d'imposer, *en majesté*, pourrait on dire. «Qu'est-ce qu'une sentinelle qui n'a pas l'air terrible?» demande Stendhal en 1838, après avoir vu sur les Pyrénées des factionnaires espagnols «pleins de naturel». Cet air-là, les habits bleus défilant la parade sous les yeux des Conventionnels en mission l'avaient appris de leurs prédécesseurs, les habits blancs martelant les pavés de Versailles.

A l'égard des civils, l'attitude des troupes républicaines continue celle des troupes royales. Vauvenargues plaçait à la base des vocations militaires «le libertinage», c'est-à-dire le non-conformisme, le choix d'une morale de groupe tout aussi gênante que la morale commune, mais autre, et au nom de laquelle on méprisait la première. Ce dédain à l'égard des civils ne s'est nullement atténué dans les armées révolutionnaires. Elargissement du recrutement, nouvelles valeurs à défendre, concept national substitué au féodal, rien n'y a fait. Rien n'a tenu contre la longue durée du service, la vie en campagne, la tradition. Qu'il suffise de remarquer que le mot *Pékin*, qui pendant un siècle servira au militaire français pour désigner le civil, date du Directoire. Que cette mentalité soit assez forte pour inquiéter les hommes de gouvernement, le fait est trop connu pour qu'on y insiste. Les grands

révolutionnaires, un Robespierre, un Saint-Just, n'ont pas eu beaucoup de mérite à prédire la dictature militaire, et toutes leurs mises en garde contre un général victorieux supposaient que les soldats suivraient leur chef, comme ils l'ont suivi effectivement.

Dans les armées de l'Europe monarchique, l'esprit de corps présente un extraordinaire développement, comme il est naturel sous des régimes dont le principe — on l'a noté avant Montesquieu — se fonde sur l'honneur. Ce sentiment est même le seul qui soutienne la troupe en certains Etats auxquels fait défaut le sentiment national. Ainsi, dans les forces bigarrées des Habsbourg. L'anecdote que raconte à leur sujet le prince de Ligne, lequel servit dans leurs rangs, parut plus tard à peine croyable aux hommes du siècle des nationalités, et elle illustre cependant de façon très juste une mentalité. Au bivouac, un soir, de jeunes officiers autrichiens décident de punir un régiment de leur propre armée qui s'est mal comporté au combat ; ils rampent vers les drapeaux de ce régiment, bâillonnent la sentinelle qui les garde, s'en emparent et vont les jeter dans l'endroit le plus... spécialisé et le plus dégoûtant du camp. Jamais, ce faisant, ils n'eussent cru outrager l'armée tout entière et leur souverain lui-même: les drapeaux d'un régiment ne représentaient pour eux que ce régiment.

L'armée révolutionnaire élève plus haut sa pensée et ses sentiments. L'idée d'une fraternité plus large, nationale, l'habite, et en son nom elle voudrait extirper, ou du moins affaiblir l'esprit de corps d'autrefois. C'est le but qu'on poursuit par exemple ne remplaçant par de simples numéros les noms que portaient les régiments royaux, noms qui certes sentaient de loin l'aristocrate, mais qu'on eût pu se contenter de modifier. Là encore cependant, la tradition l'emporta. A travers toute la Révolution et tout l'Empire, l'esprit de corps constituera l'une des bases essentielles sur lesquelles repose l'honneur du soldat; il maintiendra vivante sur ce point la mentalité de l'ancienne armée. «Il règne parmi les plus avilis, écrit un combattant de 1799, Dumey; ayant l'amour-propre, l'orgueil et une sottise superstition pour appuis, il veut encore dominer parmi nous». Il le constate: «On disait alors avec orgueil: le numéro que je porte est sans tache». Mentalité de groupe que crée naturellement une vie dangereuse menée en commun, et surtout menée longuement: nous retrouvons ici

l'élément essentiel de l'histoire révolutionnaire, la durée de la guerre.

Dans tous les temps, le combattant a regardé son arme comme le symbole de son état de guerrier. De même que le noble féodal mettait son honneur dans son épée, le soldat de la Révolution place le sien dans ce «briquet» qui lui bat les jambes. Toutes les ordonnances rendues pour le débarrasser de cet accessoire plus encombrant qu'utile ont échoué contre l'idée de distinction et de prestige qu'il y attache. Napoléon lui-même n'y parviendra pas malgré ses impérieux décrets de 1807 et 1809 prescrivant de retirer le sabre à l'infanterie légère et aux voltigeurs de l'infanterie de ligne. Une arme malpropre est regardée comme une honte ; en 1797, à l'armée d'Italie, il n'y a que deux motifs pour lesquels on puisse casser un grenadier: la mauvaise conduite habituelle et la négligence dans l'entretien des armes. La vieille notion de l'honneur attaché à l'instrument de combat reste si vivace que sous le Directoire on verra apparaître une distinction officielle, l'arme d'honneur.

Une évolution cependant s'amorce ici. C'est sur elle que nous voudrions terminer. Nous voyons en effet en ce point la transition entre ce que la nouvelle armée a conservé de l'ancienne — tel a été l'objet de notre étude — et les profondes différences qui séparent les deux institutions — et nous ne saurions traiter aujourd'hui ce sujet.

A s'en tenir à l'extérieur, une transformation se note dans l'aspect de l'arme le plus directement symbolique, l'arme blanche, l'épée. De même que dès les dernières années de la monarchie David et son école ont chassé «les petits maîtres» et le gracieux, pour introduire le grand style, le décor à l'antique et les sentiments à la romaine, de même la fine aiguille qui ornait le côté du courtisan fait place au glaive. Ciselée par des artistes qui sacrifiaient au goût du xviii^e siècle pour le joli, enserrée dans un fourreau de la peau la plus fine, l'épée de cour n'évoquait guère l'idée du combat. Le sabre la remplace. Les formes massives et lourdes qui le caractérisent s'exagèrent à dessein; sa garde s'orne d'emblèmes républicains, sa grosse lame de devises jacobines. Pour les officiers, l'expédition d'Égypte met à la mode le cimeterre à la turque, monté avec des lames de fabrication orientale, à une au deux courbures, épaisses et larges. Tous ces modèles

donnent l'impression de l'arme redoutable et solide, mais dont le maniquement exige toute la vigueur d'un bras plébéien.

Simple symbole, si l'on veut. Mais ce qui en renforce la valeur, c'est que le goût du révolutionnaire pour l'arme blanche et la signification dont il la charge vont, cette fois, à l'encontre de l'évolution que sur ce terrain significatif marquait la monarchie. On le remarque souvent, le roi de France ne remplissait plus son rôle de chef militaire. Mais la haute noblesse non plus. Et elle marquait son peu de goût pour le service, non seulement en négligeant ses régiments pour rester à la cour, mais aussi en renonçant au port de l'épée: la mode était de vivre à Paris et même de paraître à Versailles sans porter au côté l'insigne guerrier du noble. De cette arme, le soldat de la Révolution, symboliquement, s'empare. Ses officiers roturiers commandent les bataillons à la place des *ci-devant* — promotion étourdissante! Ils les commandent comme eux, ils les commandent mieux. Ils méritent comme eux, mieux qu'eux, l'honneur de l'arme qu'ils portent. Transfert de valeurs !

Mais arrêtons-nous sur ce chemin. Il nous conduirait à exposer les différences profondes qui séparent les armées du roi de celles de la République. Notre propos au contraire, redisons-le, a été de montrer en quoi les premières se prolongeaient dans les secondes. Et ce fait est d'importance. Les troupes de la Révolution ont pu — et encore pas toutes, il s'en faut — être républicaines de coeur. En réalité, elles devinrent vite, sans s'en douter parfois, tout l'opposé : la propriété d'un homme, la chose de leur général et (pour prendre cet exemple entre plusieurs) l'instrument d'un Bonaparte. De cette évolution est responsable au premier chef le grand facteur de l'histoire révolutionnaire, la guerre longue. Mais elle s'explique aussi par une filiation et une continuité, par la persistance d'un système mental : dans une mesure qu'elle ne soupçonnait pas elle-même, l'armée de la Révolution restait l'armée «du Roi».